

L'UNIVERSITÉ, LA POLITIQUE ET LE DROIT:

NON À L'INGÉRENCE POLITIQUE DANS L'UNIVERSITÉ

Les Editions Québécoises ont lancé jeudi un livre sur l'affaire des sciences juridiques à l'UQAM, qui avait suscité au printemps dernier un débat sur l'ingérence politique à l'Université, et qui risque de prendre une nouvelle dimension, à la faveur d'une campagne électorale où les politiciens doivent rendre des comptes à la population.

LE CONFLIT

Le 4 mai 1973, le ministre de l'Éducation, François Cloutier, faisait une sortie à l'Assemblée nationale, pour dénoncer l'idéologie et le langage "pseudo-marxiste" utilisé par les professeurs d'un nouveau programme de formation juridique présenté par l'Université du Québec à Montréal, approuvé par le Conseil des Universités et qui devait ouvrir ses portes en septembre 1973.

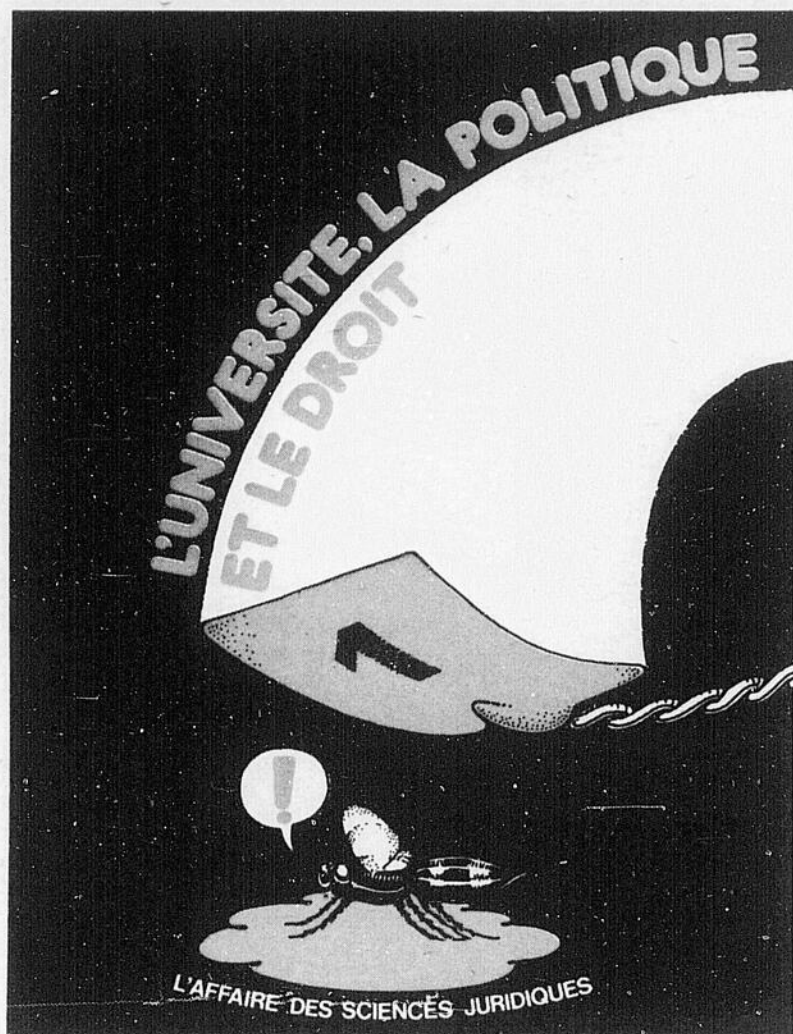
L'UNIVERSITÉ

Cette déclaration, en plus de susciter une campagne de presse (Ryan, Prince et Co.) pour dénigrer le programme des sciences juridiques et ses auteurs a déclenché une série de mécanismes répressifs à l'intérieur même de l'UQAM qui a cédé au chantage et aux pressions politiques.

L'Université a émis un vote de blâme sévère contre les professeurs (pour avoir dit ce qu'ils pensaient du droit) et les a mis en tutelle d'abord administrative et ensuite politique (en leur imposant un Comité de tutelle composé de membres influents du Barreau et de hauts fonctionnaires gouvernementaux).

L'Université a également reporté l'ouverture du programme à septembre 1974 et sommairement renvoyé les 86 étudiants qui avaient été régulièrement admis (et ce moins de 2 jours avant la date limite pour s'inscrire ailleurs - 29 mai).

Le recteur Dorais a "justifié" cette décision en prétextant que la défense des intérêts supérieurs la liberté de l'"institution universitaire" exigeait le baillonnement de la liberté des universitaires.



LES ÉDITIONS QUÉBÉCOISES

LA POLITIQUE

Le ministre expliquait qu'un Etat qui se veut responsable ne peut quand même pas subventionner "des orientations révolutionnaires" et il s'engageait à intervenir personnellement au besoin pour changer cette orientation.

Cette déclaration constituait l'aboutissement des pressions insistantes des milieux politiques et juridiques conservateurs, qui ne pouvaient admettre que l'Université serve les intérêts des travailleurs, et devienne une pépinière d'avocats et de juristes adéquatement préparés à faire valoir ces intérêts dans une perspective de transformation sociale.

NON À LA TUTELLE POLITIQUE

LE DROIT

Le programme avait pour objectif de former des "juristes et des avocats pour le monde ordinaire", assurer une formation juridique complète à des étudiants qui seront outillés pour travailler à la défense des intérêts des groupes populaires, syndicaux et coopératifs.

Le droit comme l'école est un instrument de reproduction des privilèges sociaux et des rapports de domination sur lesquels est construite notre société. Le programme des sciences juridiques se trouvait donc au point de rencontre (le droit à l'Université) de ces superstructures et ne pouvait être toléré par ceux dont la fonction est précisément de masquer ces rapports conflictuels (les administrateurs d'Université), le Barreau et les politiciens).

OUI AU DROIT POUR LE MONDE ORDINAIRE

LA LUTTE

Ce conflit n'a cependant pas laissé indifférents ceux qu'il avait touché directement (les professeurs et les étudiants de sciences juridiques) ni même ceux qu'il mettait en cause (les groupes populaires, les syndicats et les universitaires).

Les professeurs, de leur côté, entendent poursuivre leurs efforts pour que le programme des sciences juridiques soit réalisé à l'UQAM dans l'intégralité de ses objectifs, dans le cadre normal du fonctionnement de l'université, et dans les meilleures conditions possibles, et ils ne toléreront aucune forme de pression politique, d'où qu'elle vienne.

Les "ex-futurs" étudiants de sciences juridiques ont organisé des sessions de formation, ils ont distribué des tracts, préparé un journal et ont fait circuler une pétition à l'UQAM (déjà plus de 4.000 noms).

Les universitaires ont signé une déclaration dénonçant la situation, la FAPUQ prépare et rendra public un rapport qui dénonce l'attitude de l'UQAM et du ministre.

Les syndicats et les groupes populaires ont adopté une plateforme de lutte et d'appui aux sciences juridiques.

NON AU CONGÉDIEMENT DES PROFESSEURS

ON LÂCHE PAS!

SCIENCES JURIDIQUES (UQAM)

PUBLIE PAR LA FEDERATION NATIONALE DES ENSEIGNANTS QUEBÉCOIS FNEQ-CSN

Ce n'est que ça, mais c'est tout ça

C'était quelque temps après le lock-out de La Presse, il y avait une assemblée générale des sociétaires de Québec-Presse. Plus de 200 personnes discutaient avec le comité de rédaction, du contenu de leur journal.

Tout à coup, un sociétaire s'amène au micro. C'est un employé du journal La Presse. Il prend la parole et dit ce qu'il pense du journal. De son journal. Car il travaille à La Presse, mais son journal, c'est Québec-Presse. C'est à Québec-Presse qu'il peut s'exprimer dans une assemblée démocratique.

La plus grande réalisation de ce journal-ci, c'est d'abord cela: il appartient à un groupe démocratique de Québécois, propriétaire de la Coopérative qui en est l'éditeur.

Pas meilleur

Notre journal n'est pas un meilleur journal que les autres. Il a des partis-pris, des imperfections, des aveuglements mêmes, parfois. Ce qui le distingue fondamentalement du reste de la presse québécoise et même nord-américaine, c'est qu'il est libre. Il n'a de

comptes à rendre à aucun gros annonceur, ni à quelque gouvernement ni à quelques intérêts que ce soit. Son seul maître, c'est une assemblée démocratique de Québécois, ceux-là mêmes qui écrivent ce supplément. C'est là le plus haut degré de liberté qui existe.

Québec-Presse, c'est n'est que ça, mais tout ça.

Ca ou Paul Desmarais

Qu'est-ce que ça signifie? Ça signifie deux choses: premièrement, sur la base d'un mandat contenu dans la pétition de principes du journal les artisans de l'information exercent un contrôle sur la forme et le contenu du journal. Ce sont les journalistes qui dirigent le journal. Ils réussissent des bons coups, ils se trompent parfois, mais ils sont responsables d'eux-mêmes. Le choix est simple: c'est ça, ou c'est Paul Desmarais. C'est un groupe de journalistes ou un groupe d'intérêts capitaliste.

Manque d'oxygène

Deuxièmement, on entend souvent dire que Québec-Presse n'a rien

publié depuis quatre ans que les autres journaux du Québec auraient refusé de publier. C'est peut-être vrai. Chacun des 12,000 articles que nous avons publiés depuis le premier numéro du journal aurait peut-être été publié dans les autres journaux du Québec, si les autres journaux les avaient eus en mains. Toutefois, le côté étrange de l'affaire, c'est que les autres journaux ne les ont pas eus en mains. Personne dans les autres journaux, aucun chef de pupitre, ou rédacteur en chef, ceux qui détiennent leur pouvoir d'en haut, ne les a commandés aux journalistes qui sont sous leurs ordres, ou n'a accepté que les journalistes travaillent sur ces sujets-là. Avec le résultat que les dossiers de Québec-Presse depuis quatre ans, sur les folies de la Baie James, sur la pollution de l'information par Jean-Pierre Bonnaville en Abitibi, sur le passé douteux d'Yvon Dupuis, sur la sexualité des Québécois et j'en passe, n'ont pas été produits dans les grosses usines d'information du Québec: Power Corp ou Québecor.

Tout simplement parce que ce n'est pas là un habitat favorable. Ce n'est pas là un milieu qui s'y prête. On dirait qu'il y a moins d'oxygène.

Les culottes du roi

L'école américaine de journalisme divise l'information en deux grands secteurs: le reportage officiel et le reportage d'enquête, où en anglais: "official reporting" et "investigative reporting". Le reportage officiel, ce sont les conférences des ministres, les dîners de la Chambre de Commerce, les faits divers etc. Le reportage d'enquête, c'est la chasse à la nouvelle. Le plus bel exemple des dix dernières années, c'est la série d'articles du Washington Post, qui a déclenché l'enquête sur le Watergate.

Québec-Presse est carrément engagé dans ce qu'on appelle l'"investigative reporting". C'est même le journal au Québec qui investit le plus dans ce genre de journalisme. Parce que c'est le journalisme qui dévoile, démasque et enlève ses culottes au roi. Et que c'est là le meilleur service à rendre aux Québécois.

Est-ce l'effet du hasard que les journaux "concentrés", malgré leurs immenses moyens et leur prodigieuse rentabilité, se sentent plus à l'aise dans le reportage officiel et mal dans leur peau dans l'enquête? La question est posée. Et elle illustre fort bien ce que tout le monde sait déjà: la presse "concentrée" est profondément liée au système. Elle se contente donc de le refléter, c'est tout. Et elle ne fait de folles dépenses que sur les guérisseurs des Philippines.

Est-ce l'effet du hasard aussi si la volonté de créer Québec-Presse et de le maintenir, elle émane d'abord des institutions démocratiques les plus anciennes et les plus ancrées dans la réalité du monde ordinaire québécois: les syndicats?

Non. Et tout ça tient peut-être au fait que la démocratie, la liberté et le goût de connaître la vérité sont trois idées qui se complètent tout naturellement, ou comme on dit dans le langage de la marine, qui "voguent de conserve", depuis qu'elles existent.

Gérald Godin,
directeur-général

En plus du monopole financier, il y a le monopole idéologique

Les bonzes de l'information se sentent menacés dans leur intégrité par la concentration de la presse écrite entre les mains de Power Corporation et de Péladeau. "Scrupules de soeurs". Pas tout à fait.

Le phénomène de la concentration monopolistique des entreprises de presse est, en effet, inquiétant. La F.P.J.O. a, dans un mémoire récent, raconté l'histoire financière des journaux Trans-Canada, de Power Corporation, de Télémedia, etc... Histoire de la formation d'un monopole financier. Edifiant! Les

bonzes ont raison de se révolter.

Monopole idéologique

Mais on s'étonne qu'ils aient "oublié" de se révolter contre le monopole idéologique de presque tous les médias du Québec. Car, avant même que la concentration financière ne soit à l'ordre du jour, il y a eu et il existe encore une coalition des médias d'information en vue de la défense des intérêts économiques, politiques et sociaux de la classe dominante, anglophone ou francophone. Il est intéressant

de noter combien les Ryan, les Pellerin, les Boyer défendent les mêmes intérêts, fondent leurs analyses sur la même conception de la société. Les désaccords qu'on note entre les éditorialistes francophones relèvent d'une subtile différence d'appréciation des faits, de rancœurs rentrées ou du plus ou moins grand sans-gêne de l'éditorialiste et non de choix politiques, sociaux et économiques différents.

C'est là une concentration

monopolistique beaucoup plus "détestable" pour les travailleurs que la concentration financière, même si l'une et l'autre sont étroitement liées. Car, enfin, (Lemelin l'a dit) il n'en existe aucun au monopole idéologique.

Dans cette jungle hostile, Québec-Presse fait figure de parent eseuilé et pauvre. Ses choix idéologiques semblent dictés par d'autres intérêts que ceux qui commandent le reste de notre presse, parlée et

écrite. L'existence de Québec-Presse, comme médium des classes populaires, est donc essentielle. Ne fût-ce que pour dénoncer le monopole idéologique de la presque totalité de la presse et pour donner aux travailleurs le porte-voix (modeste) qui leur manque. Le seul reproche qu'on peut adresser à l'équipe de Québec-Presse c'est le manque d'implantation du journal.

Est-ce à cause de sa formule (magazine plutôt que

journal) ou de son système de diffusion? Je ne me sens ni le temps ni la compétence pour faire l'analyse. Il reste néanmoins qu'il faudra faire l'analyse et amener les corrections qui s'imposent si on veut que notre journal subsiste et s'implante dans les milieux des travailleurs Québécois.

Jacques Doré,
secrétaire

Conseil Central des
Syndicats Nationaux
de Québec (CSN)

Alban Jacques

peintre

**Conseil central des
Syndicats Nationaux
du Saguenay Lac-Saint-Jean**



Les grévistes de Firestone

Roger Pelletier
directeur de la grève

Marc-André Lacroix

Lise Trochu

5600 est, boul. Henri-Bourassa Tél.: 325-4466
Montréal 461

LAINES PAUL GRENIER ENRG.

SPECIALITE: LAINE DU QUÉBEC
Laines canadiennes et importées — Fil Phentex
CANEVAS À PETITS POINTS
SERVICE D'ENCADREMENT

2301 est, rue Fleury Tél.: 388-9154
Montréal 360

Des pays à libérer:

l'Angola, le Mozambique, la Guinée-Bissau,
le Zimbabwe, la Namibie, l'Afrique du Sud...



SOLIDARITE avec les travailleurs exploités en
Afrique portugaise et australe

COMITE LAPA

(Libération Afrique portugaise australe)

1771 av. Lajoie, Outremont, Montréal - 342-0201
4090 rue Saint-Hubert, Montréal 176 - 522-9650



**TOUT COMME
QUÉBEC-PRESSE
LE CONSEIL CENTRAL
DES
SYNDICATS NATIONAUX
DE MONTRÉAL
EST AU SERVICE DE LA POPULATION**

DES SERVICES ON EN A

- ORGANISATION DE CONFÉRENCES DE PRESSE
- SALLES DE RÉUNION
- SYSTÈMES DE SON (MICROS ET HAUT-PARLEURS)
- IMPRIMERIE ET PHOTOCOPIES
- DISTRIBUTION DE FILMS
- MESSAGES AUDIO-VISUELS
- L'ASSURANCE-CHÔMAGE
- LE SALAIRE MINIMUM
- LES ACCIDENTS DE TRAVAIL
- L'ASSISTANCE SOCIALE

**GRATUITEMENT
OU PAS CHER
QUELS QUE SOIENT
VOS BESOINS**

**UN SEUL NUMÉRO
DE TÉLÉPHONE
842-3181**

**VIVE QUÉBEC-PRESSE
VIVE LA CLASSE OUVRIÈRE**

**CONSEIL CENTRAL DES SYNDICATS
NATIONAUX DE MONTRÉAL (CSN)**

1001, rue St-Denis - Montréal 842-3181

L'oeil du peuple

Québec-Presse, c'est l'oeil du Peuple Québécois. Québec-Presse doit avoir l'oeil ouvert et le bon. A mon humble avis, le prochain objectif de Québec-Presse doit être de paraître deux (2) fois la semaine. Québec-Presse dimanche et Québec-Presse mercredi.

Aujourd'hui je veux apporter quelques modestes suggestions qui peuvent, du moins je l'espère, améliorer notre journal qui est déjà au dessus des autres quant à la qualité de l'information.

1- Elargissement de la chronique EN COULISSE, de manière à ce qu'elle contienne des échos, fait divers, et commentaires sur tous les sujets pouvant intéresser nos lecteurs. Je crois que beaucoup de lecteurs aiment lire de petits articles très courts. Je sais que Côté du Journal de Montréal est très lu, bien que beaucoup de ses échos ne sont pas d'intérêt général.

2- Je suggère que Québec-Presse sorte un supplément (c'est-à-dire 4 pages) de lettres provenant des lecteurs sur les plus controversés. Que l'on annonce à l'avance la date du prochain supplément Opinion des lecteurs. Je suggère un supplément à tous

les trois mois.

3- Je suggère un correspondant à Paris. Je crois qu'il est possible d'obtenir une collaboration bénévole dans ce milieu.

4- Une chronique sur la langue française. Je crois que Québec-Presse doit consacrer au moins un quart de page par numéro pour corriger notre français. A l'occasion, Québec-Presse devrait publier l'annonce d'un marchand dont l'enseigne démontre un parfait respect du français.

5- Le calendrier de la semaine. Un espace divisé en huit jours, c'est-à-dire d'un dimanche à l'autre où l'on annonce le calendrier par jour des événements de la semaine et cela dans tous les domaines: politique, syndical, sportif, artistique, religieux, divers, etc., etc.

Voilà M. le Président, les modestes suggestions que j'ai à apporter. En terminant, je veux dire que je constate une amélioration constante de notre journal et je vous prie de transmettre à toute l'équipe de Québec-Presse mes sincères félicitations pour leur travail. Il y a toujours place pour de l'amélioration et je sais qu'ils en sont tous conscients.

Jules Lebeau,
Fonctionnaire.

"Jusqu'à la victoire"

Voilà un petit dix piastres, parce que je désire que tout un chacun puisse:

- participer à la lutte visant à casser tout monopole existant dans quelque domaine que ce soit.

- découvrir que la limite du possible est déterminée par chacun des gestes que l'on pose du plus banal au plus exceptionnel.

- être au courant de ce qui se passe réellement afin de ne plus se faire manipuler par les autres, c'est-à-dire gagner peu à peu son autonomie individuelle afin d'en arriver bientôt à la souveraineté politique.

- devenir l'intime compagnon de travail de tous ceux qui ne lâchent pas, et dont les faits et propos

sont relatés dans ce journal.

- lire l'amour qui habite et que recèle par ses multiples projets et réalisations mon peuple en marche vers la libération.

Alain Bissonnette

Pétant de vérité

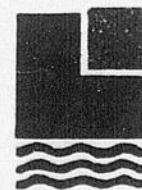
Journal unique, "pétant" de vérité, que tous les Québécois authentiques devraient lire. Continuez votre magnifique travail et bravo!

Réal Beaulieu
conseiller d'orientation

Le seul

Le seul journal qui nous éclaire et prend position.
Dr J.-Donat Fournier

QUÉBEC-PRESSE,
un mal nécessaire et
même indispensable.



**Syndicat des Professeurs
de Ville de Laval**

Réal Guilbert, président

L'information oubliée des handicapés

Dans une société sachant respecter tous les droits de l'homme ne s'avère-t-il pas normal et équitable d'offrir au public une information complète et honnête au sujet des sérieux problèmes découlant de la situation injuste dans laquelle sont confinés un nombre insoupçonné d'handicapés et de déficients mentaux, et ayant comme origine la réclusion plus ou moins arrêtée de la plupart de ceux-ci dans des institutions aux façades immaculées? Et sommes-nous réellement en train de forger un avenir prometteur si, entre autres, on continue à considérer trop souvent les infirmes impropres à accomplir sciemment un travail régulier afin de gagner honorablement leur vie en tant que citoyen à part entière et à les traiter plus ou moins comme des débris condamnés souvent à mener une existence de cobaye et de souffre-douleur internés; ceci presque au même titre que les vieillards astreints à végéter jusqu'à leur mort?

Défaut d'information

Mais pour quelle raison en particulier laisse-t-on assez facilement un trop libre cours à l'exploitation, à l'injustice et aux formes les plus abusives d'inégalité entre les hommes, si ce n'est surtout à défaut d'information comme d'entraide humaine, solidaire et fraternelle? Ce fait inadmissible ne s'avère-t-il pas d'autant plus grave pour les déshérités les plus démunis que la presque totalité des handicapés et des déficients mentaux n'ont guère ou très peu la possibilité de revendiquer leur droit essentiel à une vie légitime et la plus heureuse possible. Que peuvent faire les délaissés pour sortir de cette situation humiliante qui les laisse moisir dans l'espérance qu'un beau jour le parti qui aura pris le pouvoir saura respecter l'être humain quelles que soient ses imperfections et ses faiblesses, en donnant aux plus affectés d'infirmité presque autant de chances qu'à l'importe quelle autre personne et qui veut apporter son précieux concours à la société tout en ne se sentant pas la cinquième roue d'un carrosse et encore moins sans se faire traiter comme du menu fretin?

L'épineux problème et l'injustice qui affligeaient, il n'y a pas si longtemps, les sourds-muets et les aveugles, ne se sont-ils

pas presque entièrement estompés grâce à leur persévérance et à l'initiative de personnes qui ont imaginé et fabriqué divers appareils allant du plus simple au plus complexe grâce auxquels ils peuvent jouir d'une liberté à peu près totale et se faire respecter en tant qu'hommes et citoyens à part entière? Mais pourquoi la plupart des handicapés ne peuvent-ils suivre cet exemple si ce n'est qu'ils possèdent plus ou moins l'usage de leurs membres et de ce fait ne peuvent créer des appareils destinés à suppléer à leur plus ou moins grande incapacité physique, ceci d'autant plus que les moyens leur manquent et qu'ils se trouvent le plus souvent dans un milieu où on exige d'eux une plus grande coordination. Cependant, l'intégration des déshérités dans une sphère sociale où la mécanisation et l'électronique jouent un rôle sans cesse plus important, ne pourra-t-elle se réaliser qu'à condition que la mentalité ségrégative envers les infirmes injustement défavorisés ne s'éclipse à jamais du monde, ceci au même titre que la discrimination raciale qui persiste encore particulièrement aux Etats-Unis? Cette cruelle réalité ne viendrait-elle pas du fait qu'on considère ceux qui ne peuvent plus ou moins contrôler leur corps ou qui sont affligés d'une malformation, comme l'approbre que la société camoufle pour se sentir moins impuissante? (Ce qui s'avère tout à fait un non-sens puisqu'elle recèle tous les moyens inhérents à la valorisation des handicapés physiques et même des déficients mentaux).

Le respect des autres

Mais viendra-t-il le jour où tous apprendront dans les écoles primaires et secondaires à respecter leur prochain, qu'il soit bien portant, malade, déficient ou physiquement handicapé? Ne serait-ce pas en côtoyant à tous les jours des défavorisés de la vie qu'on finirait par se rendre compte qu'il est bien difficile de porter sur eux à première vue un jugement juste et véridique. Ne faut-il pas vivre un certain temps avec eux avant de pouvoir les comprendre et les apprécier?

Cependant l'intégration au milieu social ne pourrait-elle pas devenir une réalité si tous les handicapés ayant la possibilité de le faire sortaient en

même temps dans la rue? (D'ailleurs si un jour un énergumène réussissait à faire évacuer tous les infirmes retenus dans les institutions ou les maisons, ne provoquerait-il pas une panique tant est grande l'ignorance vis-à-vis ses frères démunis!) Cette initiative que les infirmes ont le devoir de prendre leur serait non seulement profitable mais contribuerait à éveiller l'opinion publique aux graves problèmes découlant particulièrement de leur situation d'impuissance. Cette prise de conscience ne ferait-elle pas disparaître également la hantise du déshonneur régnant chez nombre de parents ayant un enfant handicapé? D'autre part le parti politique qui se verra attribuer la majorité des votes n'aura-t-il pas le devoir de faire en sorte que les déshérités puissent recevoir de l'aide et que des moyens de transport adéquats soient mis à leur disposition afin de leur permettre de se rendre aux écoles et aux endroits publics pour y assister aux spectacles et aux films. Enfin, pourquoi ne pourraient-ils pas recevoir une indemnité plus forte qui serait puisée à même les bénéfices de Loto-Québec?

Une place pour tout homme

De par les injustices intolérables que subissent tant de personnes handicapées, comment ne pas penser que tout être humain peut, à la suite d'un accident ou d'une maladie, rester infirme ou invalide pour le reste de sa vie. Et les douleurs physiques et morales ne lui seraient-elles pas encore plus intolérables - peut-être même plus atroces s'il avait vécu dans l'abondance - dans le cas où il se serait fichu, sans connaissance de cause et par inadvertance, des handicapés comme des personnes âgées pour la simple et unique raison qu'il évaluait la vie en termes de rendement et d'efficacité! Comment pourrait-il s'il avait jeté un coup d'oeil sur le problème des démunis considérer que tout homme, quelle que soit sa condition, possède au fond de lui sa dignité propre et qu'il a droit à une place, la sienne, où il puisse s'épanouir pleinement et équitablement selon ses possibilités.

(Cet article a été rédigé par **Mario Blanchet** en collaboration avec **Réjean Boutin**.)

*La liberté d'information c'est
avec une formule coopérative
comme Québec-Presses que
nous réussirons à nous dire
ce que nous sommes,
ce que nous voulons.*

Heureux 4^e anniversaire

Union internationale
des ouvriers unis
des brasseries, etc.

LOCAL 301



FTQ

et ses sections

Montréal, Québec, Hull, Rimouski, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke, Thetford-Mines, Alma-Dolbeau, Rivière-du-Loup, Saint-Jean-Iberville, Saint-Jérôme, Saint-Georges-de-Beauce, Jonquière, Chandler, Victoriaville, Sept-Îles, Hauterive, Magog, Granby, Valleyfield, LaTuque

qui participent à la fabrication et distribution des bières

O'Keefe, Dow, 1308 et Heidelberg.

LA GRANDE TRICHERIE



Dans la grande
assemblée
québécoise,
ce sont les notables
qui ont le
micro en mains.

Rien de plus facile
alors de faire croire
que leur point de vue
est celui de
tout le monde.



QUÉBEC-PRESSE

*c'est un micro que les travailleurs
se sont donnés il ya quatre ans,
et que les micros des notables
n'ont pas réussi à faire taire.*

“Au Saguenay-Lac St-Jean, on y a goûté à la concentration de la presse”

La population du Saguenay lac St-Jean s'est éveillée au phénomène de la concentration des entreprises de presse avec la disparition du "Soleil" et la naissance du nouveau "Quotidien". Cet éveil s'est produit par le regroupement d'une quinzaine d'organismes représentatifs du Saguenay lac St-Jean qui, après accord, ont décidé de poser certaines questions bien précises aux propriétaires du nouveau "Quotidien". Les questions étaient pertinentes mais les propriétaires du Quotidien ont carrément refusé de rencontrer le public pour apporter ne serait-ce qu'un élément de solution.

Les interrogations mentionnées peuvent aussi bien concerner l'information électronique, parce que l'information radiodiffusée ou télédiffusée dans les stations privées est très souvent de piètre qualité.

Nous invitons les lecteurs à réfléchir sur ces points d'interrogation et à les transposer dans leur milieu. Il y a entre nous et d'autres régions des similitudes certaines.

1- Comment concevez-vous le droit de propriété d'une entreprise de presse? Un produit de consommation générale ou un produit sur lequel le public pourrait avoir un droit de regard? Si

oui, quel mode d'intervention la population aurait-elle sur le traitement de l'information?

2- Quelle est la politique d'information de votre entreprise de presse?

3- Quels secteurs d'activités seront couverts d'une façon soutenue?

4- Combien de journalistes seront affectés d'une façon permanente, pour chacun de ces secteurs?

5- L'entreprise de presse traitera-t-elle davantage des faits divers que des vrais problèmes de fond?

6- Comment les jour-

nalistes seront-ils protégés des contraintes et des exigences économiques et politiques de l'entreprise?

Le public, trop longtemps s'est contenté du "laisser-faire". Voilà pourquoi nous sommes rendus si loin aujourd'hui dans la détérioration de l'information. Nous imaginons mal que le public consomme quotidiennement et massivement un produit qui n'est pas satisfaisant. Très souvent on se plaint, on n'est pas satisfait, mais l'action ne vient pas.

La presse écrite et parlée sont puissantes. On le sait. Si elles ne rendent pas compte objectivement d'une réalité

sociale 73, avec ses changements et ses engagements, il faut les ramener à l'ordre. Et qui mieux que les gens concernés peut intervenir et prendre position.

Les questions que nous posons sont d'une importance capitale et les réponses précises le sont plus encore, si l'on veut que s'opère une transformation valable.

Nous n'apportons pas de réponse toute faite à la question de savoir si la concentration des entreprises de presse est néfaste. Nous préférons laisser à tous et chacun le soin d'y penser sérieusement en citant toutefois le rapport Davy sur les mass média

qui dit: "Nous sommes au regret de constater que, dans la plupart des cas, les journaux dans cette situation de monopole exploitent leur milieu au maximum et lui donnent le moins possible en retour".

En conclusion, disons que le public doit être de plus en plus vigilant, exigeant même puisque l'information fait partie de notre vie, envahit nos maisons. Il y a là un danger si on "laisse-faire" n'importe quoi, par n'importe qui.

LE CONSEIL CENTRAL
DES SYNDICATS
NATIONAUX SAG. LAC
ST-JEAN (C.S.N.)

L'information: un droit fondamental

Toute société admet, du moins en principe, qu'une information de qualité est un droit fondamental et inaliénable tant pour la collectivité que pour l'individu. Or, au Québec actuellement nous pouvons constater que de nombreux journaux sont entre les mains d'un même groupe d'individus, entre autres le groupe Power Corporation qui n'est pas nécessairement ce qu'on pourrait appeler un interlocuteur neutre.

Face à une telle concentration, il est permis de poser les deux hypothèses suivantes quant aux objectifs visés par les "concentrateurs":

1) Dans notre société de "libres entreprises", l'information peut devenir une industrie non seulement rentable mais "payante" en autant qu'on veuille bien appliquer les mesures nécessaires pour qu'elle le devienne, c'est-à-dire: réduction maximale du personnel que l'on peut remplacer par des machines, réduction au minimum d'ent des correspondants à l'étranger qui ont des comptes de dépenses "dispendieux", limiter les reportages du type "dossier" parce qu'ils nécessitent des recherches longues et "coûteuses", adopter "la ligne dure" lors des négociations pour le renouvellement des conventions collectives, agir de façon répressive envers le personnel non-syndiqué pour "l'inciter" à donner le meilleur rendement possible dans des conditions les moins "coûteuses" possibles, accorder le plus d'espace possi-

ble à la publicité au détriment de l'information, utilisation de gros titres trompeurs parce qu'ils augmentent les ventes et, plus les ventes augmentent, plus le nombre de lecteurs augmente, plus on atteint de consommateurs, plus les commanditaires veulent annoncer, plus on manque d'espace publici-

taire, plus on augmente le prix de l'espace, plus on accorde de l'espace à la publicité, plus on fait des "piastres", moins on informe...

2) Une telle concentration entre les mains de quelques individus est une arme importante pour imposer leurs vues politiques et sociales ou encore

pour perpétuer l'obscurantisme qui pourrait régner sur un peuple et ce en faisant une obstruction systématique ou en déformant sciemment toute information susceptible de être nécessaire pour qu'il puisse porter un jugement critique sur la société dans laquelle il vit, c'est ce qu'on appelle habituellement le

filtrage de l'information.

Il m'apparaît clairement qu'au Québec, les "concentrateurs" ne se contentent pas de l'objectif visé en 1) ou 2) mais qu'ils ne prennent aucun risque et visent les deux objectifs à la fois d'autant plus que le deuxième aura pour effet d'augmenter leurs chances d'atteindre le premier.

Face à cette situation, je me fais une obligation de participer au financement du seul journal qui prend à coeur les intérêts de la majorité dans l'attente d'un gouvernement qui en fera de même.

Longue vie à Québec-
Presse.

Bernard Doddridge

Pour une information libre

Dans toutes les régions du Québec, il y a des travailleurs de l'enseignement qui luttent pour une information libre. Ces luttes ont lieu soit à l'intérieur des entreprises de communication "officielles", soit en marge de celles-ci. Ainsi, certains militants essaient d'améliorer le contenu informatif véhiculé par les médias locaux-traditionnels ou nouveaux - (Ex. chronique dans un hebdo, participation à certaines émissions radiophoniques locales, collaboration avec les artisans de la télévision communautaire ou coopérative, etc.)

Cette action des militants dans le domaine de l'information locale est fort pertinente voire indispensable. Toutefois, cela ne suffit pas.

La concentration des médias d'information au plan national inquiète-elle aussi les citoyens du Québec.

Les médias d'information sont des agents d'éduca-

tion et de socialisation trop influents pour les laisser aux seules mains des "propriétaires" du système. Aussi, est-ce important que les citoyens du Québec luttent contre la concentration des médias et encouragent, au nom de la liberté d'information, la concrétisation de certains projets d'information parrainés par des groupes défendant les intérêts des travailleurs québécois.

Les militants des syndicats affiliés à la CEQ sont de plus en plus sensibilisés au phénomène de la concentration des médias d'information.

En effet, que ce soit au plan local ou national, des efforts sont faits pour contrer les effets de l'information dominante.

C'est grâce aux efforts répétés de ces militants ainsi qu'aux efforts des autres travailleurs québécois que Québec-Presses a vu le jour. C'est aussi grâce à la tenacité de certains militants que l'Agence de Presse Libre du

Québec a vu le jour ou que des journaux comme "En Lutte", "Libération", ou le "Journal du Frap", entre autres, sont publiés.

Reste à continuer la lutte pour une information libre. En ce sens, il faut encourager les efforts de syndicalisation des travailleurs de l'information des "petits" (mais souvent combien influents) médias locaux et dénoncer vigoureusement les magnats qui veulent faire main basse sur l'information au Québec.

Michel Beauchamp
CEQ

L'AN IV d'une presse libre...

A vivre présentement l'effort concentré de la grande presse (grand capital), il semble presque incroyablement de pouvoir lire une fois la semaine un petit journal où le seul critère qui attache le journaliste, c'est l'obligation qu'il a d'écrire ce qu'il croit être la vérité, où la

seule censure imposée s'appelle auto-censure face aux éléments que le journaliste ne peut prouver.

A écrire ceci, nous avons l'impression d'introduire un roman d'anticipation voire un récit d'un monde meilleur.

Pourtant, la réalité nous impose ce constat dimanche après dimanche et ce depuis quatre années, c'est heureux, et ce constat, il faut s'efforcer de le faire partager.

C'est, bien sûr, minuscule, comparé aux empires: Power, Québecor, Télémedia. C'est pourtant suffisant jusqu'ici pour imposer un minimum d'éthique, réfréner un sang-ne outrancier.

Pourtant, il faut intensifier l'effort de soutien, permettre même d'aller au delà du travail déjà fait, parce que la seule condition qui permet une opinion honnête et juste, c'est la connaissance de toutes les facettes de l'information. Et la partie omise

des informations, Québec Presse en fait sa spécialité.

Et ainsi Québec-Presses c'est le premier geste d'une prise en main de notre avenir. C'est le premier pas d'une longue marche vers une vraie liberté.

Syndicat des enseignants
de Le Royer

Ne comptons que sur nos propres moyens

Monsieur le directeur "Ne comptons que sur nos propres moyens" est un document récemment présenté au conseil confédéral de la CSN. Ce document de travail mérite une attention toute particulière car il nous indique la voie à suivre...

"NE COMPTONS QUE SUR NOS PROPRES MOYENS" VIVE QUÉBEC-PRESSE, VIVE LE QUÉBEC LIBRE.

Lucien Boucher

QUEBEC-PRESSE oublie les régions

Que deviennent les "régions", pour Québec-Presse? Ont-elles un apport significatif à fournir?

Sont-elles prêtes? La volonté de Québec-Presse de refléter le Québec articulé sur ses "régions" exis-

te-elle?

A titre d'organisme à but non lucratif, incorporé selon la 3ème partie de la loi sur les compagnies et à l'oeuvre depuis 1½ an, Inter-Média Sherbrooke a, entre autres, comme **préoccupation principale** au cours de la présente année "de travailler à la promotion d'une véritable information et auto-information". Diverses **activités** consistent à "contribuer à la mise en place d'une information conforme aux intérêts de la population, par des interventions auprès des média traditionnels et par notre action auprès des média communautaires."

Deux des fins de l'Association coopérative des publications populaires sont "de traduire les aspirations des collectivités populaires, dans un climat de liberté professionnelle

"et" de poursuivre des fins éducatives et soutenir des initiatives du peuple". Ainsi retrouve-t-on une correspondance certaine entre ces deux organismes, au niveau des intérêts communautaires et/ou populaires à promouvoir: l'un au niveau du Québec, l'autre au niveau "régional".

Comment expliquer que, dans les faits, Québec-Presse doit publier un numéro spécial pour que cet organisme de l'Estrie participe activement et concrètement à une publication? L'absence d'implication d'un organisme qui regroupe **près de 45 organismes et des dizaines d'artisans** tient-elle à l'émetteur (Québec-Presse) ou aux récepteurs (régions)? Est-ce davantage que des mécanismes adéquats qui font défaut? Ne serait-ce pas dû plutôt à une certaine conception de l'Association coopérative?

A ses débuts, l'hebdomadaire Québec-Presse **s'articulait beaucoup plus** sur les "régions". Au moins des entrefilets relatifs à l'actualité significative de diverses "régions" apparaissaient régulièrement. Puis, la parole aux lecteurs et aux "régions" a graduellement fait place à... Un changement d'o-

rientation et de conception s'est effectué. Sans doute que des **difficultés majeures**, surtout d'ordre financier, expliquent ce réalignement pas nécessairement favorable et avantageux pour les "régions".

N'importe-t-il pas à ce moment-ci de considérer que les "régions" sont mieux organisées et équipées pour fournir un apport valable à un hebdomadaire comme Québec-Presse? Ce médium ne serait-il pas un **reflet plus réel** du Québec "en train de se construire"? Serait-on porté à ne pas faire suffisamment confiance aux ruraux dont la perception des problèmes et de la réalité est différente de celle de Montréal?

Avec un minimum d'effort, profitant des ressources des diverses "régions", il est très possible que Québec-Presse **s'enrichisse de contributions "régionales" très significatives** pour le Québec et vraisemblablement profitables aussi quant au nombre de lecteurs. Déjà des média communautaires écrits témoignent de façon de plus en plus valable de leur "région", à un niveau plus "régional". Le temps n'est-il pas venu pour Québec-Presse, sur un plan provincial de s'ar-

ticuler davantage sur les "régions", outre la préparation d'excellents dossiers?

Quant au **format et au contenu** de Québec-Presse, l'apport des "régions" pourrait être déterminant à certains égards, si la possibilité d'occuper un certain espace existe. Référons-nous simplement à la définition qu'Inter-Média Sherbrooke a retenue du mot **information**: "c'est un ensemble de données qui permet au citoyen de se situer dans le contexte dans lequel il vit, de s'adapter à ce contexte, et de participer à l'orientation et la modification de ce contexte".

Des faits agencés de façon significative pour la population-cible visée apparaissent constituer le type d'information requis, plutôt que des interprétations d'une réalité rapidement esquissée à l'aide de quelques statistiques et des appréciations événementielles. Les besoins d'une véritable information sont trop grands pour que les quelques initiatives existantes ne se conjuguent. Aux "régions" il apparaît indiqué que Québec-Presse se soucie davantage de leurs besoins et recourrait à leurs capacités d'expression.

Inter-média, Sherbrooke

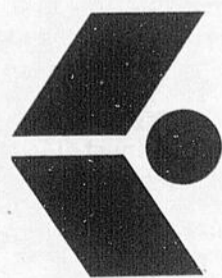
Québec-Presse
doit vivre

Syndicat de la construction,
MII (CSN)



*Longue vie à
Québec-Presse,
journal québécois
authentiquement libre.*

*Contre la
concentration
de la presse.*



**Syndicat
des Enseignants
de Champlain**

558 est, Curé-Poirier, Longueuil,
tél.: 679-1180

MERCI

à
**nos
lecteurs**

Le comité de rédaction de

QUÉBEC-PRESSE

La presse capitaliste défend des intérêts et non pas l'information

Les capitalistes se servent de la concentration de presse pour protéger leurs propres intérêts. Ils veulent ainsi amener peu à peu vers la droite l'opinion politique générale, au moyen de leur amalgame de médias d'information. Ayant acheté cet amalgame, il leur est aisé de mieux le faire contrôler par des personnes interposées, et de leur faire véhiculer leurs idées.

Ces personnes interposées doivent se déclarer responsables pour les éditoriaux et les libres opinions. Le personnel-cadre doit comprendre des responsables devenus avec le temps des intellectuels, mais bel et bien nés et issus de la classe pauvre et de la classe moyenne. Les articles publiés sous toutes les rubriques à caractère possiblement suggestif, seraient tirés par des analystes appartenant à diverses couches de la société. Cette présence prolétarienne contribuerait à faire perdre à ces articles leur côté ennuyeux et endormeur, en les rescapant de la noyade dans la mer des autres articles de seconde importance, et en éveillant la conscience du lecteur-lecteur.

Les partisans de l'idéologie capitaliste devront apprendre à composer avec les partisans de centre et de gauche, en tenant intégralement compte de leur pensée. Les partisans de l'idéologie capitaliste ne peuvent et ne doivent définir eux-mêmes un article comme étant de centre ou de gauche. Ils ne peuvent juger, non plus, si une objection à un point précis de leur idéologie est justement ou injustement émise ou formulée, à moins d'y répondre de la même façon dans le même média. Le jugement final, dans ce domaine, n'appartient qu'à l'électeur.

La chance pour tous

Les descriptions et comptes-rendus d'une idéologie politique, en perpétuelle évolution, ne peuvent et ne doivent être

considérés, tant qu'ils proviennent et procèdent de façon unilatérale. C'est dire que les électeurs de toutes allégeances doivent avoir la chance de s'exprimer librement et ouvertement.

Un moyen de diffusion et d'endoctrinement capitaliste facile réussit à noyer l'opinion contraignante et contraire au régime politique nord-américain contemporain. Certes on aura publié cette opinion contraire à un ou plusieurs points précis du régime, mais elle sera perdue parmi une foule d'autres faits divers très souvent de seconde importance. Il ne reste que deux (2) journaux d'information libre au Québec, qui ont accepté le compromis et la discussion. Nous avons ainsi nommé l'aspect démocratique de ces journaux, comme étant LE DEVOIR de la PRESSE du QUÉBEC. De la même façon que des affirmations et des convictions évolutionnaires gênantes sont généralement noyées par LA PRESSE québécoise, les deux journaux précédemment cités le sont eux-mêmes par rapport à la masse des quotidiens et hebdomadaires québécois.

En période électorale, la population québécoise doit être particulièrement critique vis-à-vis les discours, promesses et opinions émises par les porte-paroles des médias d'idéologie capitaliste.

Ouvrière et rurale

Si les détenteurs actuels des moyens d'information amalgamés ne veulent composer avec les détenteurs d'une pensée centriste ou gauchiste, la jeune relève capitaliste sera tôt ou tard étouffée par l'implantation d'une idéologie contraire. De toute façon, cette implantation sera. Mais en plus d'être universitaire, elle deviendra ouvrière et rurale.

Nous assistons à l'implantation de QUÉBEC-PRESSE comme le seul hebdomadaire d'information politique libre. Il veut justement informer les ci-

toyens, universitaires, ouvriers et ruraux, membres de l'Etat qu'il représente et dont il fait partie. Il veut, disons-nous, informer et faire participer les gens de toutes conditions de vie, mais n'y est pas encore parvenu. Pour ce faire, il devra veiller à établir, peu à peu, son propre réseau de distribution dans les comtés ruraux, grâce aux services de ceux qui y vivent.

Québec-Presse continue d'être l'unique porte-parole de cet Etat unique et de son seul Parti Québécois. Les personnes qui veulent y cohabiter, les idées de chacun de ses membres, continuent elles aussi d'être véritablement révolutionnaires.

Nous serons sur les rangs pour au moins encourager un système idéologique viable auquel nous croyons, le 29 octobre 1973. Nous serons également sur les rangs en 1976, en 1979 et en 1981, à l'aide de notre pensée vivante, ou à l'aide de notre pensée spirituelle posthume. Pour notre part, nous sommes présentement en parfaite santé, et vous répétons cette prière, pour que vous la répétiez à votre tour à d'autres:

Notre père, qui es aux cieux.

Que le Québec soit libéré.

Que notre règne vienne.

Que notre volonté soit faite, à Québec et non à Ottawa;

Donne-nous aujourd'hui notre indépendance.

Et pardonne-nous nos lâchetés.

Comme nous pardonnons aussi à ceux qui nous ont dépouillés.

Et ne nous soumet pas à la trahison.

Mais délivre-nous de la Confédération.

Ainsi sera-t-il.

Jean-Pierre Boucher, géographe.

P.S. La prière était modifiée et reformulée par André Content, ingénieur, et Fernand Boucher, journaliste.

La liberté d'information ce n'est pas un "bien acquis" dont nous serions les gardiens.

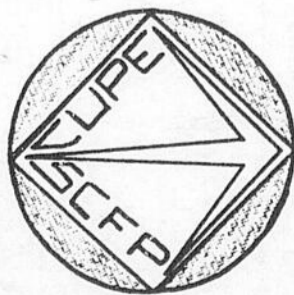
Ce n'est pas une liberté garantie et exercée par les temps qui courent.

Notre rôle en tant que Québécois c'est de voir à ce que l'information soit l'affaire de tout le monde. Ce rôle de chien-de-garde de l'information ne saurait être bien rempli sans la participation de tous et ce dans tous les milieux possibles.

Certains disent qu'on reconnaît l'âme d'un pays en mesurant la liberté d'information. A l'heure qu'il est au Québec le phénomène de la concentration des entreprises de presse ne doit laisser personne indifférent. Il y a beaucoup plus qu'une "économie administrative" ou une "certaine forme d'artisanat à dépasser" dans le débat actuel. Les sources d'information lorsqu'elles appartiennent à un même propriétaire risquent de nous entraîner dans un sentier nébuleux où l'autoritarisme des cadres de l'entreprise tiendra lieu du bien-fondé et du "bien commun" dans la publication de la nouvelle.

En ce sens nous tenons à souligner que la formule coopérative du type Québec-Presse nous apparaît être une alternative intéressante quelque imparfaite que puisse être cette nouvelle voie.








C'est au cours de la prochaine année que se jouera à Québec l'avenir de la liberté d'information; jusqu'à maintenant la lenteur du débat laisse des doutes sérieux quant à l'attitude des élus et nous incite à croire que la lutte commence.



Le Syndicat Canadien
de la Fonction Publique (FTQ-CTC) FTQ



Plus qu'un simple organe d'information...

<p>TÉL.: 742-8873</p> <p><i>Joachim Mongrain Inc.</i></p> <p>DISTRIBUTEUR HUILE À CHAUFFAGE, 245, RUE DU ROI SOREL, P. Q.</p>	<p>Louis Dallaire Québécois</p>	<p>Bernard Doddridge</p>
<p>BERNARD LANDRY B.A., LL.L., I.E.P. (PARIS) AVOCAT ET PROCUREUR</p> <p>LANDRY, DUVAL & GÉNÉREUX 33 SUD, ST-CHARLES, JOLIETTE J6E 4S8 759-0420*</p>	<p>J.-E. Simard</p>	<p>Gilles Lavoie</p>
<p>3955, Boul. Laurier, Douville, Qué. Tél. 773-8535</p>  <p>Jean Louis Carufel DIRECTEUR GÉNÉRAL LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES QUÉBÉCOIS RICHELIEU-YAMASKA</p>	<p>Armand Lessard</p>	<p>Micheline Jourdain</p>
 <p>FRONT D'ACTION POLITIQUE</p> <p>3960 St-Denis 843-8901</p>	<p>Gustave Bellefleur</p>	<p>Micheline Sicotte</p>
<p>Avec les hommages de</p> <p>Pierre Dupuis, chirurgien 1744, avenue Saint-Pascal Québec 3e, Québec.</p>	<p>Michel Pelletier</p>	<p>Stellan Jolicoeur</p>
<p>3955, Boul. Laurier, Douville, Qué. Tél. 773-8535</p>  <p>CLAUDE ROCHON président général LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES QUÉBÉCOIS RICHELIEU-YAMASKA</p>	<p>Paul Villeneuve professeur Département de géographie Université Laval</p>	<p>Robert Lessard</p>
<p>Union des Facteurs du Canada local 5, Québec</p>  <p>Patrick Boucher, président</p>	<p>Anne Gagnon Université du Québec à Montréal</p>	<p>Gérard Laquerre</p>
<p>La Caisse d'Economie des Employés de l'Hydraulique (MENASCO)</p> <p>3495, Côte Vertu, Montréal 382</p> <p>Président: Jean-Marc Coulombe Gérant: Pierre Therrien</p>	<p>Une Société en faveur de la formule coopérative des média d'information</p>	<p>Yolande Côté</p>
<p>Le Syndicat des Employés d'entretien de l'Université de Montréal</p> <p>Section locale 1186 S.C.F.P. - F.T.Q.</p> 	<p>Hommages du</p> <p>Restaurant Van-Lang Exquise cuisine vietnamienne Vien Do Duc, gérant (entre Sainte-Catherine et Mayor) à côté du cinéma Impérial 844-5786</p> <p>1434, rue Bleury</p>	<p>Léonce Bergeron</p>
 <p>ANDRE CLOUTIER Vice-président Syndicat Général des Communications Section des Messagers / La Presse</p> 	<p>Lucien Boucher</p>	<p>Marc Van Praet</p>
<p>Oscar Lepage</p>	<p>Conseil Central de Québec</p>	<p>Inter-Média Sherbrooke Robert Routhier, président</p>

...Québec-Presses est un instrument de travail...

<p>Conseil Québécois des Média Communautaires</p>	<p>Léonard Bernier sociétaire</p>	<p>Syndicat Professionnel des Ingénieurs de la ville de Montréal et de la Communauté Urbaine de MONTRÉAL</p>
<p>Métallurgistes Unis d'Amérique local 6207</p>	<p>Jules Lebeau fonctionnaire</p>	<p>François Morin</p>
<p>Maurice Gaulin Représentant du bureau régional du syndicat Canadien de la Fonction Publique de la région de la vieille capitale</p>	<p>André Deschênes travailleur québécois</p>	<p>Jacques Pelletier Département des lettres et sciences humaines Université du Québec à Rimouski</p>
<p>Jacques Côté Ecole Manikoutai</p>	<p>Marthe Gagné</p>	<p>Maria Blanchet</p>
<p>Anita Charest psychologue</p>	<p>Marcel Beaulieu Agent de relations extérieures</p>	<p>Laurent Lazure géographe-enseignant</p>
<p>Lucile Durand Letarte écrivain</p>	<p>Union typographique Jacques-Cartier</p>	<p>Joachin Couture</p>
<p>Monsieur Bolduc Beloeil</p>	<p>Jacques de Varenne sociétaire</p>	<p>Syndicat des professeurs du Collège de Maisonneuve</p>
<p>Michel Lizée Front d'action politique</p>	<p>Jérôme Myrand</p>	<p>Jacques Bousquet</p>
<p>Lucien Rioux journaliste Paris, France</p>	<p>Jacques Robidas</p>	<p>Michel Bourdon</p>
<p>Robert Bouchard syndicaliste</p>	<p>Magella Perron Représentant du Syndicat International des Travailleurs du Tabac</p>	<p>Jean Saucier</p>
<p>Maurice Prévost directeur éducation des adultes CSR Duvernay</p>	<p>Léger Tremblay psychologue Directeur Service de l'informatique C.S.R. Lac Saint-Jean</p>	<p>Louise Harel</p>

...au service des aspirations populaires!

Pierre Maheu	Marie Gauthier	André Du Bois Concepteur graphiste
Michèle Sirois-Maheu	Ernest Basque	Pierre Vadeboncoeur
Jeanne Moquin	Ginette Landry Educatrice	Julien Rivard professeur
Vianney Cloutier	Jacques Landry Agent de bureau	Jean-Paul Huit Technicien en éclairage
Denis Lazure médecin	Alain Bissonnette	Dr J.-Donat Fournier
Marie-France Wagner enseignante Verdun High School	Syndicat d'alimentation de Montréal (CSN)	Claire Guindon-Laflamme mère de famille
Arthur Gareau	Sylvio Richard	Normand Coulombe sociétaire
Arthur Savard retraité	Roch Denis président Syndicat des Professeurs de l'Université du Québec à Montréal (CSN)	Bertrane Royer Archiviste médicale
Lanzo Lemay	Syndicat National des Employés de la C.C.S. (CSN) Saint-Bruno, Lac Saint-Jean	Pierre Des Forges
Robert Lalonde	Réal Beaulieu Conseiller d'orientation	Claire Lévesque Traductrice
Thérèse Gareau secrétaire C.E.C.M.	Claude Soucy professeur	Travailleurs Unis de l'automobile local 1575

QUEBEC-PRESSE: pas assez digestible pour la majorité des travailleurs

Le journal Québec-Presse répond à des besoins, soit une information libre, dégagée et qui se veut progressive. Cependant, il me semble que son contenu n'est pas très digestible pour la majorité des travailleurs. Il semble, à prime abord, s'adresser uniquement à ceux qui sont engagés ou qui sont mêlés constamment aux grands problèmes de l'heure. Même si les caricatures sont excellentes et intéressantes pour tout le monde, cela ne suffit pas, à mon humble avis, de permettre à la grande majorité des travailleurs de retrouver ce qu'ils désirent, en plus de l'information donnée librement.

En d'autres termes, un journal doit répondre aux besoins de la clientèle qu'il désire atteindre. Prenons un exemple: le sport. Dans Québec-Presse, les nouvelles sont tardives,

non complètes et ne peuvent intéresser qu'un minimum de lecteurs ou lectrices. Le travailleur est obligé d'acheter un autre journal, le dimanche, s'il veut avoir des nouvelles sportives complètes et à jour. Pour ce qui est du travailleur à faible revenu (ils sont très nombreux), il devra choisir entre les deux journaux et très souvent, sa préférence ira au journal qui lui donnera les meilleures nouvelles sportives. Il en est de même du travailleur qui aime les nouvelles sensationnelles.

Sans verser dans aucun excès, il me semble qu'il y aurait moyen d'améliorer votre journal dans ces deux domaines, afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle que nous devrions rejoindre normalement. Si nous ne sommes pas capables de nous améliorer

dans ces deux domaines, ne soyez pas surpris si notre journal n'atteint pas le tirage normal auquel il a droit.

Je souhaite de voir le jour où Québec-Presse sera un quotidien.

La concentration de la presse

Pour ce qui est de la concentration de la presse et de l'information, je suis d'accord que ce phénomène nouveau va nous entraîner irrémédiablement vers une information dirigée à l'image de notre société capitaliste et qui n'a pour but que de servir fidèlement cette société honnie, injuste et qui donne la priorité à l'argent sur l'homme.

Depuis plus de 25 ans, le mouvement syndical et coopératif a fait des efforts considérables pour que la classe laborieuse

ait une information adéquate et qui réponde aux aspirations de celle-ci. Malheureusement, ces efforts très dispersés n'ont pas donné les fruits attendus.

Pour faire face à la montée grandissante et étouffante de la concentration des médias d'information dans les mains de grands financiers qui désirent contrôler totalement l'information, il est urgent de trouver les moyens pour s'y opposer.

Il est aisé de dire que la classe laborieuse doit posséder au moins un grand journal, un poste de radio dans chaque région et un poste de télévision. Le moyen d'y parvenir n'est pas facile et les obstacles que nous devons franchir sont très considérables.

A mon avis, il y aurait peut-être des moyens à prendre dans le plus bref délai possible, soit:

a) rencontre de tous les mouvements sociaux, comprenant les centrales syndicales, les coopératives, les mouvements populaires et tous ceux qui sont conscients du danger actuel qui menace la liberté d'information. Tous ceux qui sont affectés à l'information dans ces mouvements sociaux devraient spécialement participer à cette rencontre;

b) faire un bilan adéquat et complet de toutes les ressources employées dans le secteur "information", comprenant les personnes, les argentés investis chaque année, etc. Egalement connaître le tirage total de tous ces publications et le genre de personnes atteintes par celles-ci.

c) après avoir recueilli toutes les données dans le secteur de l'information, une décision devrait être prise pour contrer, dans la mesure du possible, l'in-

formation que l'on nous verse quotidiennement à la tonne et qui sont la consécration du système établi.

Il est temps que tous ceux qui sont conscients de la gravité de la situation, sachent qu'ils doivent se rencontrer, étudier les différents aspects de ce danger imminent, fassent des compromis, mais agissent de façon positive.

Il est un temps pour parler et un autre pour agir. Tous les gens de bonne volonté et qui connaissent le prix du mot "LIBERTE" doivent faire face au danger imminent, oublier leurs divergences d'opinion et agir.

Fraternellement,

Roch Tremblay
responsable

Syndicat de l'alimentation au détail de Montréal (CSN)

*Longue Vie
à la liberté
d'information*

*Longue Vie
à Québec-Presse*

de la part
des membres
et permanents de

Union des opérateurs
de machineries lourdes du Québec
(local 791)
3398 est Metropolitain



L'entreprise d'information est et sera libre dans la mesure où ses artisans et propriétaires pourront décider démocratiquement du contenu du journal en fonction des intérêts de la classe ouvrière.

La coopérative d'information nous apparaît être une garantie certaine au danger réel de la concentration des entreprises de presse.

Québec-Presse est une des formules coopératives qui puisse garantir la liberté d'information.

Québec-Presse n'est pas une solution parfaite mais c'est déjà une tentative qui doit durer.

Heureux 4e anniversaire.

Syndicat Canadien de la Fonction Publique
(local 301)



L'existence de Québec-Pressé n'est pas étrangère ni à la prise de conscience des Québécois ni à la place qu'occupent les gros monopoles dans le domaine de l'information.

L'optique de Québec-Pressé de véhiculer un contenu idéologique d'allure populaire, de dépasser l'information pour initier une conscientisation et une promotion collective des travailleurs ne peut que nous stimuler.

Souhaitons-nous donc heureux anniversaire.

Mouvement National des Québécois
Léo Jacques
Président directeur général



Le syndicat des professeurs du Cégep de Limoilou souhaite ardemment que Québec-Pressé continue le combat pour une information libre tel qu'il l'a fait depuis sa création.



A la concentration capitaliste dans les entreprises de production correspond inévitablement la concentration des entreprises d'information. Dans le régime économique actuel la liberté pour les citoyens ordinaires de concurrencer les grands quotidiens est aussi illusoire que celle pour Jean-Baptiste Tremblay de partir sa propre usine de fabrication d'automobiles.

CRÉONS DEUX, TROIS...

• La presse constitue un des instruments de l'appareil idéologique du système actuel. On ne voit pas comment les représentants de ce dernier pourraient favoriser une diversification de l'information. Les capitalistes n'ont pas plus intérêt à partager l'information qu'ils n'ont intérêt à partager les profits.

La liberté de la presse diminue à travers le monde

BERLIN-OUEST (Reuter) — M. Ernest Meyer, directeur de l'Institut international de la Presse (IPI), a déclaré à Berlin-ouest que la liberté de la presse dans le monde s'était détériorée depuis un an.

S'adressant à une commission de l'Association mondiale pour la communication chrétienne, tenant actuellement son congrès annuel à Berlin-ouest, M. Meyer a précisé que "la liste des pays où l'IPI peut affirmer qu'il existe une liberté de la presse est de plus en plus courte".

Même dans ces Etats, les pressions grandissent lentement: elles sont le fait de restrictions légales et gouvernementales, de résistances industrielles et d'entraves économiques, a-t-il ajouté.

• Cessons de voir la presse et l'information à travers les lunettes de l'économie politique que nous impose le système capitaliste. La "loi" économique que nous connaissons n'en est qu'une parmi d'autres. Devant la concentration qui nous guette, nous n'avons rien à perdre à vouloir essayer d'autres formules.

PLUSIEURS

QUÉBEC-PRESSE

• Cessons de penser que l'information peut être neutre. Dans sa présentation, dans le vocabulaire employé, les médias d'information véhiculent toujours, consciemment ou pas, les valeurs et les intérêts d'une classe sociale.



Syndicat de Professionnels du Gouvernement du Québec

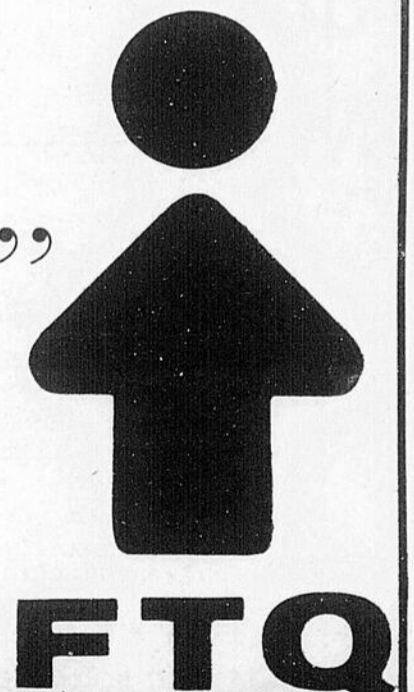




Photo: Groupe des Photographes Populaires

“ Québec-Presses et moi, nous avons quatre ans aujourd’hui. On n’est pas encore très gros, pas encore très forts, mais on est là pour rester. Parce qu’il ya des gens qui nous aiment et qui s’occupent de nous. C’est tout ce que ça prend. ”

Fédération
des
Travailleurs
du
Québec



NOS QUATRE
ANS A NOUS...

NOTRE SEULE FORCE: LA SOLIDARITÉ

EFFECTIFS EN 1969: 210.000
EFFECTIFS EN 1973: 245.000

Le plus substantiel et le plus intéressant

La liberté d'information ça commence par les instruments collectifs qu'on se donne, qu'on contrôle et où on s'exprime librement.

Québec-Presse et nos syndicats c'est ça!

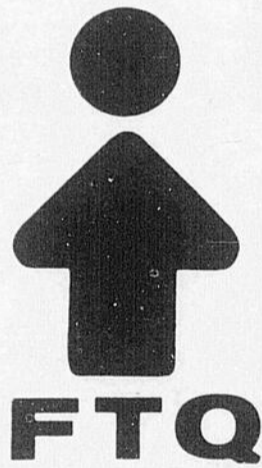
Conseil du Travail de Montréal



QUÉBEC-PRESSE

Un instrument de liberté

Syndicat des Métallos



Jean Gérin-Lajoie
directeur

Les 35,000 métallos
du Québec disent
BRAVO à
L'EQUIPE
de Québec-Presse

La forme et le contenu de Québec-Presse, je les trouve bien ainsi, bien présenté pour l'objectif qu'il se propose. C'est le journal du dimanche le plus substantiel et le plus intéressant. Comme suggestion, j'aimerais voir Québec-Presse, s'il est

possible, ouvrir ses pages au "Mouvement Naturiste Social" dirigé par le Dr Jean-Marc Brunet, naturopathe.

De quelle façon? En établissant une communication avec ce Mouvement qui compte plus de 100.000 membres dans le Québec et qui sous le rapport de la santé physique et morale pour la promotion des Canadiens Français est dans la même ligne que Québec-Presse. Vous pourriez en collaboration avec ce mouvement faire connaître à vos lecteurs le but que poursuit ce mouvement pour assurer une meilleure qualité de vie et de santé. Faire paraître des annonces pour les nombreux produits naturels qu'ils ont à offrir. Faire bénéficier vos lecteurs de chroniques spéciales sur les objectifs et les buts de ce mouvement, car comme l'écrivait le Dr Brunet, "quand une société porte les germes de sa propre destruction qu'il n'y a plus de place pour la chaleur mystique et que les sots et les médiocres prennent les décisions pour les sages, il y a de quoi s'interroger. Le naturisme social avec tout ce qu'il

comporte, apporte une dimension spirituelle à ceux qui le pratiquent. Il oxygène les corps et les esprits. En 2 mots, il rend fort et sain, parce que ses valeurs ne sont pas uniquement matérielles, mais orientées vers la découverte de soi, de son milieu et du divin".

Léonce Bergeron

Un contrepoids au Nord-Ouest

Le besoin d'une information libre n'est plus à prouver. Mais les moyens pour entretenir des médias d'information libre ne se trouvent pas si facilement. De ce point de vue, Québec-Presse est un succès. Sa pénétration dans les milieux populaires reste cependant insuffisante.

Ceci m'amène à faire une suggestion qui n'est peut-être pas neuve, et qui n'est peut-être pas applicable, mais qui me paraît tout de même fort intéressante. Je m'explique brièvement.

Ce n'est plus un secret pour personne que de dire que l'information dans le Nord-Ouest québécois n'est pas libre, dans aucun médium de diffusion régionale. Il y aurait peut-être

une possibilité intéressante pour Québec-Presse de combler ce déficit important dans l'information. La solution que je suggère est que Québec-Presse monte une équipe d'information dans le N.O.Q.; cette équipe serait chargée de rédiger à chaque semaine un supplément d'information sur le N.O.Q.; ce supplément de 1 ou 2 feuilles serait intégré dans les exemplaires de Québec-Presse destinés à la distribution dans la région. Ce supplément laisserait une large place à la population pour s'exprimer dans ses colonnes.

Cette solution relativement simple aurait l'avantage d'augmenter considérablement les ventes de Québec-Presse dans la région, tout en faisant contrepoids à l'information biaisée de J.P. Bonneville et de ses pairs. Cette formule serait peut-être applicable en d'autres régions du Québec. Cette suggestion est celle d'un lecteur qui ignore trop de choses dans la publication d'un hebdomadaire pour s'assurer qu'elle est applicable.

Pour la liberté de l'information.

Julien Rivard
professeur
Cégep Rouyn-Noranda

La liberté d'information ne dépend pas des travailleurs qui font le journal. La liberté d'information c'est une collectivité qui se donne les moyens de s'exprimer librement.

Québec-Presse a déjà 4 ans, Québec-Presse c'est un moyen.

Par le seul syndicat qui représente tout le monde dans les Arts Graphiques.

Pour vous servir: R.-A. Edison
Henri Fortin
A. Peters
R. Girard

Syndicat International des Arts Graphiques
4993, est, rue Sainte-Catherine
Montréal H1V - 2A1
254-7195 et 254-2566

Québec-Presse n'en demeure pas moins le seul journal libre de tout lien avec les puissances financières.

Alain Généreux, président
René Charrette, directeur général

Société Nationale des Québécois de Lanaudière
414, rue Beaudry, Nord
Joliette



Bien informé

J'ai le goût d'un Québec bien informé!

André Deschênes
travailleur québécois

Voeux

Avec mes meilleurs voeux et mes félicitations chaleureuses pour votre excellent travail!

Denis Lazure,
médecin
Hâvre-des-Iles

Meilleurs voeux

Mes meilleurs voeux accompagnent votre "expérience" de projet d'anniversaire.

Laurent Lazure,
géographe-enseignant

Ne lâchons pas

Ne lâchons pas. Pas de Québec-Presse, pas de liberté de presse au Québec. Fraternellement.

Robert Bouchard,
syndicaliste

Les "bonnes oeuvres"

Salut Québec-Presse! Je te souhaite un très bon anniversaire. Ne va surtout pas lâcher "dans

le meilleur" et continue d'avoir la dent dure et féroce dans l'expression de ses opinions. Faut pas te gêner: fais souvent appel à notre contribution. En tout cas, tu peux compter sur la mienne. Je ne suis pas Crésus, ni chanteur populaire, ni westmountard mais j'ai une tirelire, comme tout le monde — pour les "bonnes oeuvres", les vraies parmi les vraies (le PQ, le MQF par exemple).

Je t'envoie mon p'tit \$10 aujourd'hui. Si tu trouves que c'est pas assez, dis à ta bourgeoise de m'écrire et de "suggérer" le montant d'une contribution plus raisonnable de ma part. Essaie toujours... on verra (chaque homme a son prix)!

Avant de te quitter, une remarque. Il dépasse mon entendement que ton critique musical s'en tire si facilement à ne nous proposer chaque semaine que des disques faits par et pour des étrangers, la plupart américains ou anglais, dont personne ne conteste d'ailleurs la qualité mais qui ne nous intéressent qu'à demi (du fait que nous soyons nord-américains). Enfin, en ce qui me concerne, j'ai cessé de lire ton bonhomme, qui me paraît être snobinard et prétentieux et qui ne manquera certes pas d'excuses pour justifier son parti-pris. Les CKChistes et les CJRCistes de Hull l'ont déjà fait avant lui. Salut à tous les QPistes. A la revoyure.

Robert Lalonde

Les non-syndiqués

A tous les travailleurs syndiqués

Continuez le combat sur tous les fronts qui peuvent contribuer à l'aliénation de toutes les lois qui touchent l'ensemble de la société québécoise. N'oubliez pas surtout de voir à la syndicalisation des travailleurs non syndiqués car il pourrait arriver de très amères retombées de la part de ces gens sur l'action des syndiqués qui semblerait laisser croire, que les syndiqués seraient trop lâches, paresseux et égoïstes en les laissant à eux-mêmes.

A Québec-Pressé qui fête son 4e anniversaire, je souhaite pour des années à venir de continuer à vivre afin qu'il continue à éclairer la population québécoise sur tout ce qui peut lui permettre d'évoluer, de grandir afin d'en arriver à sa véritable libération qui est compromise par tous ceux qui n'ont pas vu et compris que les Québécois ont le potentiel et le pouvoir de créer toutes les structures qui permettront d'arriver à l'idéal qui depuis plusieurs générations est souhaité par des milliers de véritables patriotes qui malheureusement n'avaient pas les moyens comme

aujourd'hui pour se faire entendre, c'est-à-dire un journal comme Québec-Pressé que j'apprécie personnellement.

Bonne chance et longue vie à Québec-Pressé.

Maurice Gaulin

représentant du SCFP région de la vieille capitale

Tous les dimanches

Les dix commandements des lâchetés des ministres et députés libéraux du Québec.

- 1) Faire des élections un an et demi avant son terme.
- 2) Arrêter l'enquête policière pour cacher ses combines avec la pègre.
- 3) Parachutage de ses ministres libéraux dans des districts anglophones pour sauver leur peau.
- 4) Lâcheté des libéraux à rejeter le bill 63.
- 5) Lâcheté des libéraux envers les français langue de travail.
- 6) Lâcheté des libéraux pour la défense des propriétés de Sainte-Scholastique.
- 7) Lâcheté des libéraux envers les droits de taxation qui appartiennent au Québec, actuellement aux mains d'Ottawa.
- 8) Lâcheté des libéraux pour la défense de nos droits en matière de Ciblevision.
- 9) Lâcheté des libéraux envers les travailleurs du Québec exploités par des compagnies antisyndicales.
- 10) Lâcheté des libéraux en face du maire Drapeau pour la sauvegarde du parc Viau.

Je tiens à vous féliciter pour votre journal de vérité que j'achète tous les dimanches.

J.M.P.

Un quotidien en miniature

Depuis l'Expo 67 il y a eu un grand changement dans les journaux du Québec. C'est comme si cet événement mondial avait placé le Québec sous une sorte d'observation internationale et cela se reflète dans les journaux québécois. C'est comme s'il y avait beaucoup moins d'intimité entre le lecteur et le journal. J'ai trop souvent l'impression de lire une circulaire. Personnellement je ne lis plus le journal La Presse depuis les événements que l'on sait. Je ne sais pas quand le boycottage de ce journal sera levé et pourtant ce journal avait fait partie de ma vie quotidienne depuis de nombreuses années. La mainmise étrangère a placé un doute permanent dans l'esprit du lecteur. Le journal Le Devoir est devenu un journal "Canadian" de langue française. Quant à Québec-Pressé, que je lis régulièrement, je le considère

comme un quotidien en miniature en ce sens qu'il m'arrive des fois de ré-férer à Québec-Pressé pour vérifier des nouvelles d'un journal quotidien grâce aux dossiers que vous accumulez et à la chronique de Jacques Parizeau. L'idée de faire participer vos sociétaires et lecteurs, "textes et coût", est tout indiquée. Si elle réussit, ça pourrait être un lendemain intéressant pour Québec-Pressé.

Ernest Basque

Pro-marxiste

Messieurs,

Mon épouse et moi-même avons souscrit 2 parts de \$25.00 à l'Association Coopérative des Publications Populaires, sur la sollicitation de monsieur Cliche de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN).

Après lecture de plusieurs numéros, nous avons constaté la "partialité" de votre journal dont l'orientation pro-marxiste et séparatiste était perceptible à travers les écrits. Monsieur Cliche nous avait dit que Québec-Pressé était un journal qui présentait l'autre côté de la médaille. Vous avez parfois pris parti pour la défense de tactiques qui sentaient la révolution non tranquille. Je n'ai rien à ajouter, je pense que vous lisez entre les lignes.

J'ai écrit pour être remboursé des parts de mon épouse et de moi-même, soit un total de \$50.00. J'ai subi un refus. Alors à mon tour, je refuse de contribuer à votre supplément. Si vous nous remboursez nos parts et si vous changez votre style journalistique, nous serions vos meilleurs propagandistes à Québec. Durant trois (3) années, je vous ai fait de la publicité gratuite dans le programme de la Fête du Travail. Pas un mot de votre part pour me remercier.

Comme plusieurs de vos premiers supporteurs, nous ne lisons plus "Québec-Pressé". Notre amère déception nous fait regretter amèrement nos cinquante (\$50.00) dollars. Vous vouliez une critique, vous l'avez. Remboursez-nous et amendez-vous; c'est ce que nous attendons de vous.

Dans l'attente, agréez nos remerciements anticipés.

Maurice Dussault

A quand les Irlandais?

Vous trouverez ci-joint un chèque de dix dollars comme participation au supplément du 21 octobre. Dans une édition future, j'aimerais avoir un article traitant des Irlandais du Québec. Je n'ai pu rien trouver à ce sujet dans l'histoire du Québec. Tout ce que je sais est leur immigration en masse, quelques troubles syndicaux,

mais je n'ai rien su de leurs actions politiques comme "fainéants", leurs liens avec D'Arcy McGee (excusez le blanc de mé-

moire) qui fut la première victime d'un assassinat politique au Québec, et surtout le fait qu'ils sont installés sur des terres in-

cultes et sont aussi attachés, individuellement à leur langue et leurs habitudes.

Normand Coulombe

Une association coopérative qui défend les intérêts de ses membres, c'est bien.

Une Association coopérative qui défend les intérêts des travailleurs, c'est mieux.



Syndicat des Travailleurs de l'Est du Québec

Bertrand Berger, président

La Société Nationale de l'Est du Québec est heureuse de collaborer au succès de Québec-Pressé.

Bravo et lâchez pas!



(suite)

Le défi actuel

De temps à autre, je lis Québec-Pressé; et la plupart du temps avec plaisir. J'aime ce style de journalisme; courageux, allant souvent au fond des choses. J'essaie quand même de conserver mon sens critique (qui m'est utile face à certains partis politiques), car parfois on y trouve des simplifications... J'attends de

Québec-Pressé qu'il me tienne au courant des expériences importantes qui se vivent un peu partout au Québec; par exemple Manseau, Cabano, Témiscamingué, etc... Je souhaiterais y trouver plus souvent des nouvelles, reportages, dossiers sur des événements, situations, etc... des régions en dehors de Montréal. Les "dossiers" donnent de la valeur à Québec-Pressé; j'aime les caricatures de Dupras, mais c'est arrivé que j'ai ri jaune. Actuellement je lis avec intérêt le repor-

tage sur la Chine. Il faut que ça continue. Québec-Pressé est un instrument de conscientisation et de changement des mentalités. Le défi actuel: que Québec-Pressé soit acheté et lu par beaucoup de "monde ordinaire". Pour ces motifs, j'ai souscrit il y a quelques mois deux parts sociales.

Jacques Robidas

Les travailleurs

Vous trouverez ci-inclus un chèque au montant de dix dollars (\$10.00) pour

vous aider à défrayer le coût de votre projet d'anniversaire du 21 octobre 1973.

Devant la lutte, dont sont victimes les syndicats par la presse écrite et parlée depuis quelque temps; je crois qu'il serait très important que le Journal Québec-Pressé soit le défenseur des travailleurs québécois, syndiqués ou non.

Je crois que ce qui intéresse surtout les travailleurs québécois, c'est surtout ce qui se passe ici au Québec et au Canada avant tout. Les histoires qui se

passent en Afrique ou en Amérique du Sud ne l'intéressent point.

Je m'excuse mais c'est ainsi que le monde est fait.

Espérant que notre humble contribution vous sera utile.

Je demeure, syndicalement vôtre.

Patrick Boucher
Prés. U.F.C.
Local 5, Québec
466 de la Couronne
Québec, Québec

J'ai besoin de Québec-Pressé et il me fait plaisir de vous faire parvenir ma contribution au projet d'anniversaire. Longue vie à un Québec-Pressé libre!

Anita Charest

Très satisfait

En réponse à la vôtre du 14 septembre, je suis très satisfait du contenu du journal et de son supplément. Je continuerai à souscrire régulièrement. Je n'ai pas de recommandations particulières pour le moment.

Joachim Couture

Longue vie

En tant que citoyenne,

La qualité d'un journal s'évalue en fonction du nombre et de la justesse de ses observations des phénomènes de l'actualité politique. C'est ce que nous reconnaissons à Québec-Pressé.

Association des Professeurs de l'amiante



Nous continuons toujours à soutenir et à encourager la liberté de presse, la liberté d'expression et le langage franc et direct de Québec-Pressé.

par: André Mathieu, président

Association des Enseignants de Louis-Frédette
47-A, rue Saint-Joseph
Lauzon



Québec-Pressé,
ou la conscience d'une justice possible.



Alliance des Professeurs de Montréal

QUEBEC-PRESSE

Le VRAI journal des Québécois libérés.

Association des Enseignants du comté de Québec.

Jacques Comeau,
président



Le régime actuel n'aime pas Québec-Pressé parce que celui-ci lui renvoie trop fidèlement son image.

Association des Enseignants du Lac Saint-Jean

LONGUE VIE A QUÉBEC-PRESSE

Un tel journal est un besoin pour un Québec en évolution.

Les Enseignants de
la banlieue de Québec



Le déficit de Québec-Presse

Comme sociétaire je préfère être en déficit à Québec-Presse que de retirer des dividendes à "Power Corporation" parce qu'il m'est plus agréable de lire la Vérité non commercialisée, avec la faculté de penser, que de "penser pepsi" et être abruti...

Nos colonisateurs savent bien que plus les Québécois seront indépendants d'esprit, plus ils seront en mesure de faire l'indépendance de leur pays.

Léonard Bernier,
Hauterive

Le coopératisme, une solution

La formule coopérative est une solution au phénomène de la concentration de la presse. Danger il y a d'avoir un journal avec un unique propriétaire parce qu'il peut imposer son idée et qu'il n'accepte pas toujours que ses journalistes contredisent ses options personnelles.

Québec-Presse est la première tentative coopérative pour combattre cette concentration. Pour être efficace, le tirage du journal doit progresser pour lui permettre de devenir un quotidien.

Une deuxième solution, c'est l'élection du 29 octobre 1973. En choisissant un gouvernement représentant la collectivité et non les caisses électorales louches, des lois progressives pourraient être adoptées. Pour l'information libre, "OUI AU PARTI QUEBÉCOIS ET OUI A QUÉBEC-PRESSE".

Ginette Landry
éducatrice
Jacques Landry,
agent de bureau

J'apprécie

Voici un montant qui est ma participation au supplément d'anniversaire. J'apprécie grandement Québec-Presse mais je n'ai guère de talent lorsqu'il s'agit de formuler mes opinions même d'expliquer mes appréciations.

Bonne chance pour ce supplément et longue vie à Québec-Presse.

Claire Lévesque

Des vraies nouvelles

Québec-Presse: des vraies nouvelles, une fois la semaine (après la grand-messe).

Bientôt Péladeau viendra lancer un quotidien dans le Nord-Ouest québécois. Des "dispositions" semblent se prendre du côté de Jean-Pierre Bonneville. Notre "prix lit-

éraire" régional et notre "homme de bien des affaires payantes" vend présentement ses taudis et investit dans des blocs appartements.

Louis Dallaire

Démocratique

Vous trouverez ci-inclus mon chèque au montant de \$10.00 que je vous envoie comme contribution à la parution du supplément spécial anniversaire.

Vous félicitant pour le travail démocratique que vous accomplissez.

Je suis,

vosre tout dévoué

Vianney Cloutier

Depuis le 1er numéro

Je lis votre journal depuis le 1er numéro. J'en suis satisfait. Cependant, je suis contre la "pilule et l'avortement" qui nous font perdre des milliers d'enfants à chaque année. C'est terrible pour notre race.

Gustave Bellefleur

En vie!

Vous savez que j'aime bien Québec-Presse et que je suis infiniment reconnaissant à l'équipe de le maintenir en vie. Une restriction pourtant: le sensationnalisme des événements d'octobre est, dans

la situation présente et à l'approche des élections, légèrement idiot.

Amitiés.

Pierre Vadeboncoeur

Un doute

La seule critique que je puisse faire, c'est qu'il m'est impossible de me procurer Québec-Presse dans la ville de Québec demeure soit Montmorency. Je puis me le procurer dans la ville de Québec mais encore là avec beaucoup de difficultés.

Selon ce que j'ai constaté en questionnant les propriétaires de ces tabagies ou restaurants, c'est qu'il n'y a presque personne qui l'achète et c'est la raison pour laquelle ils ne l'achètent pas, ce que je mets en doute.

Magella Perron

représentant du
Syndicat International
des Travailleurs du Tabac

Comme Le Devoir

Il me fait plaisir de vous faire parvenir ma modeste contribution à votre journal. Toute autre nuance conservée, je crois que Québec-Presse joue le même rôle essentiel vis-à-vis le régime actuel que Le Devoir des années 50 contre Duplessis. Bon courage dans votre travail et surtout ne croyez pas que je vous souhaite de subir le sort actuel du Devoir.

François Morin

Authentiquement libre

Je vous fais parvenir un \$10.00 pour mon soutien à votre journal qui est le seul hebdomadaire authentiquement libre au Québec.

Jean-Paul Huit,
technicien en éclairage

Un vouloir-vivre

Pour un vouloir vivre

collectif, épaulons Québec-Presse.

Maurice Prévost
directeur éducation
des adultes
CSR Duvernay

Longue vie

Longue vie à notre journal!

Jacques de Varenne

Libre opinion

Nous sommes satisfaits de la forme et du contenu de Québec-Presse, mais nous sommes moins satisfaits des propriétaires de Québec-Presse.

Les milliers de sociétaires de la "coopérative Québec-Presse" ne semblent pas réaliser suffisamment qu'ils ont plus à faire que de prendre une part sociale... ils devraient participer plus activement à la production du journal en fournissant des textes et photos susceptibles d'intéresser l'ensemble des lecteurs... en participant plus activement au financement du seul journal libre au Québec qui est carrément avec les travailleurs contre les grandes entreprises multinationales... la finance et l'Etat au service des caisses électorales... (avec bien sûr "La Mèche" que le STENOQ publie maintenant à 8000 exemplaires dans le Nord-Ouest.)

La meilleure façon de lutter contre la concentration de la presse est de "s'atteler" à la diffusion de Québec-Presse dans le milieu.



Syndicat des Travailleurs de
l'Enseignement du Nord-Ouest québécois.

Denis L'Heureux,
président

Contre une presse qui parle de grévistes comme on parle de banditisme,

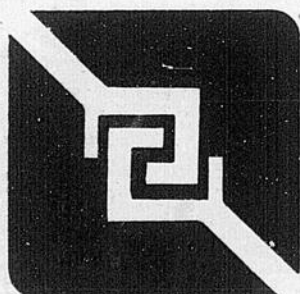
Contre une presse qui parle du Chili comme on parle d'un incendie,

Contre une presse qui parle de Bourassa comme on parle d'un chef d'Etat,

Contre une presse qui fait de l'information pour vendre du savon,

QUÉBEC-PRESSE

Fédération des Enseignants de Cegep
(CEQ)



LES MEDIA D'INFORMATION ET LA CEQ

"Que la CEQ accentue sa participation à la libération de la presse écrite et qu'elle encourage la mise sur pied et le maintien des coopératives d'information contrôlées par les travailleurs et vouées à leur libération."

"Que la CEQ appuie les journalistes qui luttent contre le contrôle de l'information par la classe dominante et combatte la censure et le filtrage de l'information".

Colloque de la CEQ
22 septembre 1973



Par les media communautaires, l'information se démocratise

Avez-vous déjà entrevu la possibilité de participer à l'élaboration d'un programme de télévision ou de radio? Avez-vous déjà admis la possibilité de participer à la rédaction d'un journal local?

Eh bien, déjà, dans presque toutes les régions du Québec, des citoyens ou groupes de citoyens vivent ce type d'expérience. Périodiquement, ces gens, qui n'avaient aucun contact avec les media traditionnels, travaillent à favoriser une communication plus riche, plus satisfaisante dans leur milieu.

Pour ce faire, ils utilisent les media communautaires, ce qui comprend: la télévision, la radio et les journaux communautaires. L'organisme qui représente ces media se nomme "Conseil Québécois des Media Communautaires". Le but de cet article est, évidemment, de faire connaître cet organisme. Par contre, nous ne pourrions aborder l'utilité de ce dernier sans, a priori, définir les types de projets qu'il regroupe.

Media communautaires versus media traditionnels

Depuis l'avènement de l'imprimerie qui donna naissance au journal écrit, et depuis l'avènement de l'électronique qui donna naissance à la radio et à la télévision, le citoyen ordinaire ne fut qu'un spectateur passif, consommant tour à tour une série d'informations sur lesquelles il n'avait aucune emprise. Il lui est impossible de poser un regard critique sur l'information qui lui parvient puisqu'il ignore complètement le processus par lequel le medium utilisé traite les données en question. De plus, une quantité incroyable d'informations ne lui parviennent pas puisqu'il n'a aucun contrôle sur le medium. En effet, tous les media de grande envergure sont contrôlés par un petit groupe de financiers reliés de près ou de loin au pouvoir politique. Ils défendent donc, en premier lieu, l'intérêt des politiciens en place, ce qui, évidemment, prive le citoyen d'un certain nombre de données essentielles.

Or, au cours des dernières années, il s'est produit au Québec une série de phénomènes caractérisés par un désir

du citoyen de participer activement au développement de sa communauté. L'on vit émerger tour à tour des Comités de Citoyens, des Coopératives de toutes sortes, des mouvements de protection du consommateur, des syndicats actifs et des Media Communautaires. De fait, ce sont les groupes précédemment cités qui, en premier lieu, ont tracé la voie d'une participation active de la population aux mécanismes de communication.

Cette initiative des groupes populaires a donné lieu à la création, au cours des dernières années, de quelque trente (30) télévisions communautaires fonctionnant sur une base permanente, à l'émergence de centres de production et de diffusion de documents audio-visuels, à la création de quelques télévisions coopératives, à l'émergence de journaux communautaires locaux et régionaux et à la création de postes de radio F.M. à caractère populaire et non commercial.

Télévision Communautaire (T.V.C.)

La télévision communautaire fut rendue possible grâce au dévelop-

pement de la télédistribution par câbles. Plus de 252 (en 1971) localités au Québec sont desservies par ce système. Ces entreprises de câblo-distribution appartiennent à des intérêts privés qui, malheureusement, sont souvent reliés à de grands monopoles. Par contre, le gouvernement, sous les pressions des groupes populaires, élabore une série de règlements obligeant les propriétaires du câble à céder un certain nombre d'heures à la télévision communautaire. Ces règlements, sans toutefois nuire à la participation populaire, n'ont guère amélioré les rapports entre les utilisateurs et les propriétaires qui demeurent toujours l'instance décisionnelle suprême.

Donc des individus, ou des groupes d'individus peuvent (dans une localité desservie par le câble) former un comité de programmation qui étudiera et définira les émissions à venir. Ces mêmes gens ou d'autres pourront fabriquer eux-mêmes, avec l'aide d'un technicien, les émissions définies par le comité de programmation, émissions qui par la suite seront diffusées sur les ondes aux heures retenues par la télévision communautaire. L'ensemble de ces opérations exige du matériel, de l'équipement comme des caméras de studio, des caméras portatives, une table de montage, une régie et des locaux, dépenses qui causent certains problèmes a priori.

La Télévision Communautaire a été définie par ses premiers artisans comme un instrument que les membres d'une communauté se donnent pour entrer plus facilement en communication entre eux afin d'aborder les préoccupations vitales de leur milieu. La T.V.C., c'est un milieu qui se projette à l'écran

pour se voir, se parler, s'analyser, s'animer et mettre en branle les mécanismes de changements nécessaires.

Journal Communautaire

Le journal communautaire vise exactement les mêmes objectifs que la T.V.C., soit de permettre à des gens d'une même communauté d'entrer plus facilement en communication entre eux afin d'aborder les préoccupations vitales de leur milieu.

Il poursuit, dans la plupart des cas, sensiblement le même processus de participation. Un comité de rédaction regroupant les représentants des groupes populaires locaux ou régionaux ou de simples citoyens élabore une politique rédactionnelle, définissent le contenu de chaque parution et, dans la mesure du possible, rédigent eux-mêmes les articles. L'ensemble de ces opérations n'exigent que très peu de matériel et l'aide que d'un ou deux techniciens.

Ce qui favorise peut-être ce type de media c'est que, contrairement à la T.V.C., il n'est soumis à aucune autre autorité que lui-même.

Par contre, il s'autofinance difficilement et ne reçoit pas d'aide directe des gouvernements. Ce phénomène cause la perte de Nord-Hebdo et Québec-Est.

Radio F.M.

Finalement, un dernier type de media qui conserve les mêmes objectifs que les autres media communautaires, il s'agit de la Radio F.M. non commerciale. Ce dernier venu, qui éventuellement occupera une place considérable dans le domaine des media communautaires, poursuit comme principal objectif la participation du milieu à la définition des contenus, à la production et à la diffusion d'émissions ra-

diophoniques. Il n'existe actuellement qu'un seul poste à fonctionner avec ce type de préoccupations, il s'agit de "Campus F.M. Laval Inc.". Par contre, depuis l'entrée en ondes de ce poste de radio, quelques projets semblables se sont développés dans d'autres villes du Québec.

En définitive, la radio M.F. possède des caractères spécifiques qui la distinguent de la radio M.A. Ce qui fait de la radio M.F. un instrument privilégié d'expérimentation de nouvelles formules au niveau de la propriété, de la programmation et de la participation de l'auditoire. Et pour quoi, à long terme, ne pas répéter l'expérience de radiophonie communautaire sur les ondes M.A.

Conseil Québécois des Media Communautaires

A première vue, idéalement parlant, toutes ces expériences communautaires charment agréablement l'imagination des non-initiés. En pratique, sur le terrain, il en va autrement. En effet, des problèmes de toutes sortes surviennent obligeant les artisans des media communautaires à exécuter une série d'exercices acrobatiques pour survivre. La pertinence de ces problèmes prenant sa source dans l'isolement de chacun, ces derniers décidaient, en avril dernier, de tenter de se parler sur la même longueur d'ondes et se rencontraient, certains pour la première fois, à Lévis près de Québec.

Outre l'affluence d'informations réciproques que cette rencontre provoqua, les représentants présents se dotaient d'un organisme national chargé de les représenter qu'ils nommèrent Conseil Québécois des Media Communautaires (C.Q.M.C.).

Le C.Q.M.C. est un

organisme chargé de représenter les intérêts des media communautaires du Québec. Le C.Q.M.C. devient le porte parole de ces derniers et devra présenter des dossiers protégeant leurs intérêts (ce qu'il fit récemment pour la cablo-distribution, pour les media écrits et prochainement pour la Radio F.M.).

Le C.Q.M.C. devra organiser des rencontres périodiques entre les différents media communautaires de la province et devra favoriser des rencontres par secteur, dans le but de répondre aux besoins des membres.

Le C.Q.M.C. mettra sur pied un secrétariat employant trois permanents chargés principalement d'organiser ces services. A titre d'exemple, mentionnons un pool d'achat d'équipement qui réduirait considérablement les frais de chacun, un service de réparation, des stages de formation, un centre de documentation, etc...

Le C.Q.M.C. devra favoriser le développement des media communautaires dans les régions où ils sont inexistantes.

En dernier lieu, il devra aider à la formation d'un réseau de distribution relié au Vidéo en collaboration, si possible, avec des organismes comme le Vidéographe et d'autres.

Le Conseil Québécois des Media Communautaires possède donc une base, fragile peut-être, mais représentative et en voie d'acquiescer une force certaine. Il possède en plus un projet collectif d'envergure nationale articulé sur un nouveau processus démocratique basé sur la participation active du citoyen à la vie collective de la communauté.

**Le Conseil Québécois
des Media
Communautaires**